

UNE PAGE D'HISTOIRE COLONIALE

Une Page d'Histoire Coloniale

L'occupation allemande dans l'Urundi

*Elle fut dans à Kigoma en 1916, devant les armes
précis de la quarantaine : la munition détruite empêche
immobilisant les armes et de somme et de combien échouer
retour, après la campagne. Le*

PAR

P. RYCKMANS

GOUVERNEUR GÉNÉRAL HONORAIRE DU CONGO BELGE.

MEMBRE DE L'INSTITUT ROYAL COLONIAL BELGE

*complètement l'histoire de l'occupation européenne dans
le pays.*

*Étude directement dirigée, celle des opérations
effectuées, appuyé, de toutes, des plus détaillées.
Son but : savoir ce qui s'était passé avant tout, rien de
plus ; à cela ont devant la responsabilité de l'adminis-
tration de nos nouvelles frontières à être fait, faire la
générale lors, de l'expérence de tout.*

*Elles, portant la partie, malheureusement que les relations
dans l'Urundi a changé du tout au tout, maintenant que
l'unité du pays a été reconstruite sans haine ni guerre.*

*Le l'original, accompagné de toutes les annexes, fait en deux volumes
composant la collection des "Mémoires de l'Institut Royal Colonial Belge".*

MÉM. INST. ROYAL COLONIAL BELGE

| | |
|--|----|
| 1. 20. Les Hellènes du Dodécane de nationalité étrangère | 70 |
| 1. 21. Les Sud-Africains de nationalité étrangère | 72 |

| | |
|---|----|
| CHAPITRE VIII. Les mariages de 1952 entre Belges et étrangers | 85 |
|---|----|

CHAPITRE IX. Les mariages à Elseneville.

Une Page d'Historie Comique

| | |
|--|----|
| 1. 22. L'assimilation des mariages des Belges et des étrangers | 73 |
| 1. 23. Les mariages d'Indiennes | 72 |
| 1. 24. Les mariages d'Italiens chrétiens | 73 |
| 1. 25. Les mariages d'Hellènes chrétiens | 73 |
| 1. 26. Les mariages des Portugais de race européenne | 85 |

L'Occupation allemande dans l'Unione

CHAPITRE X. Quelques conclusions

Mémoire présenté à la séance du 16 février 1953.

| | |
|---|----|
| I. Diagramme démographique de la population blanche | 33 |
| II. Répartition de la population blanche et nationale | 33 |

STATISTIQUE

| | |
|--|----|
| III. POUVOIR D'ACHAT DES MÉTIERS POUVOIR D'ACHAT DES MÉTIERS | 33 |
| POUVOIR D'ACHAT DES MÉTIERS POUVOIR D'ACHAT DES MÉTIERS | 33 |

| | |
|--|----|
| IV. Nécessité, mortalité infantile | 36 |
| V. Répartition des professions chez les hommes | 38 |

| | |
|---|----|
| VI. Répartition des professions chez les femmes | 39 |
| VII. Les Juifs Espagnols de nationalité étrangère | 93 |

| | |
|---|----|
| VIII. Les Yiddishis de nationalité étrangère | 93 |
| IX. Les Hellènes du Dodécane de nationalité étrangère | 94 |

| | |
|--|----|
| X. Les Sud-Africains de nationalité étrangère | 95 |
| XI. L'intégration de 1950 des étrangers, étrangers belges restés sur place | 96 |

| | |
|--|----|
| XII. Mariages entre Belges, entre Belges et étrangers, entre étrangers | 97 |
|--|----|

| | |
|--------------------------------|-----|
| XIII. Les mariages d'Indiennes | 100 |
|--------------------------------|-----|

| | |
|--|-----|
| XIV. Les mariages d'Italiens chrétiens | 101 |
| XV. Les mariages d'Hellènes chrétiens | 101 |

| | |
|-------------------------------------|-----|
| XVI. Les mariages des Sud-Africains | 102 |
|-------------------------------------|-----|

UNE PAGE D'HISTOIRE COLONIALE

En remuant de vieux papiers, j'ai retrouvé l'autre jour cette étude, vieille de près de trente-cinq ans.

Elle fut écrite à Kigoma en 1918, pendant les loisirs forcés de la quarantaine : la méningite cérébro-spinale immobilisait les contingents congolais sur le chemin du retour, après la campagne de Mahenge. Le regretté général MALFEYT m'avait ouvert les caves du Commissariat royal, où moisissaient des montagnes de dossiers que les Allemands avaient jetés là pêle-mêle et abandonnés dans la hâte de l'évacuation. J'en retirai des masses d'archives concernant l'Urundi, et pus ainsi reconstituer à peu près complètement l'histoire de l'occupation européenne dans ce pays.

Étude strictement objective, tirée des seuls documents officiels, appuyée, en annexes, des pièces originales⁽¹⁾. Son but : savoir ce qui s'était passé avant nous, rien de plus ; à ceux qui avaient la responsabilité de l'administration de nos nouvelles provinces à tirer parti, s'ils le jugeaient bon, de l'expérience du passé.

Alors, pourquoi la publier, maintenant que la situation dans l'Urundi a changé du tout au tout, maintenant que l'unité du pays a été reconstituée sans heurts ni guerres,

⁽¹⁾ L'original, accompagné de toutes les annexes, fut, m'a-t-on dit, envoyé par le commissaire royal Malfeyt au ministre des Colonies. Il n'a jamais été retrouvé dans les archives du département.

et réalisé le plan conçu il y a un demi-siècle par le gouverneur von GÖTZEN, maintenant que tout cela n'a plus aucune actualité ?

Pourquoi ? Parce que l'actualité évaporée devient de l'histoire, et que l'histoire est tissée de recommencements. Les thèmes de politique sont peu nombreux ; les problèmes se nouent sur quelques données éternelles ; les effets sortent toujours des causes et partout les mêmes erreurs font mûrir les mêmes regrets.

Prêtées à une plume française, les « Lettres Persanes » n'auraient pas obtenu le privilège royal ; SWIFT s'est mis à l'aise en plaçant à Lilliput les aventures de Gulliver. Et les leçons du sage Mentor étaient destinées à d'autres qu'au seul Télémaque.

* * *

Il importe de faire remarquer tout d'abord que bien souvent des divergences profondes ont existé entre les vues des gouverneurs et les idées des autorités locales ; que souvent les instructions des gouverneurs ont été violées par les résidents, au point qu'à diverses reprises les autorités supérieures ont dû se plaindre de la manière dont on cherchait à éluder l'exécution de leurs ordres. De cette divergence de vues, il est résulté dans l'attitude à l'égard des populations un flottement et une confusion ; il faut se garder de croire que la politique prescrite, quand elle a échoué, a échoué à cause des circonstances : l'échec a été dû, plus d'une fois, à la volonté des résidents ; ceux-ci n'ont vraiment pas fait tous leurs efforts pour réussir.

I. Sous l'administration de von Götzen.

La «militärstation» d'Usumbura fut fondée en 1899. Pendant cette année, les députations envoyées par le roi Kisabo-Mwezi au capitaine VON BETHE firent à ce dernier les plus belles promesses de soumission et de collaboration, sans d'ailleurs aucune intention de les tenir. Mwezi espérait, à cette époque, pouvoir vaincre ses ennemis indigènes tout en restant, en fait, indépendant de l'Européen. Il n'y réussit pas et fut vaincu en maintes rencontres par les révoltés. Un de ces derniers, Machoncho, se vit attribuer par les Allemands une terre qui revenait au Roi : mais la population ne l'accepta pas, et il fut chassé aussitôt après le retrait de la troupe qui avait assuré sa mise en possession. L'autorité allemande ne parvint pas à le réinstaller, ne disposant plus des effectifs nécessaires ; cela nuisit singulièrement à son prestige. D'autre part, sans l'intervention des blancs, Kilima poussa ses conquêtes jusqu'à la Mubarazi, puis voulut se servir des Allemands pour aller plus loin et prétendit, en 1900, que VON BETHE lui avait promis la souveraineté sur tout l'Urundi ; mais il fut éconduit par VON GRAWERTH.

Ce fut alors, pendant deux ans, une période de guerres intestines défavorables à Mwezi. Son fils Serushanya (connu plus tard sous le nom de Ntarugera) se vit battre dans l'Est, en plusieurs combats, par les gens de la branche de Ndivyariye. Les Allemands, à Usumbura, n'intervenaient pas, et les chefs de l'intérieur s'y montraient de plus en plus rarement. Mwezi, d'ailleurs, leur interdisait tous rapports avec le blanc.

En 1902, dans un rapport du 15/7/1902, VON BERINGE se plaint de la situation.

Il signale la fuite de Machoncho et le discrédit où elle jette l'administration. Son installation dans une terre de Mwezi avait peut-être été une faute ; mais son départ était pis, c'était une défaite. Il dépeint le Roi comme un ennemi juré du blanc, et demande une expédition contre lui. Son but, dit-il, n'est pas de déposséder Mwezi, mais au contraire de le réduire à l'obéissance pour pouvoir ensuite le soutenir contre tous les autres et reconstituer, dans l'Urundi, une autorité indigène aussi forte qu'au Ruanda, et par elle dominer effectivement les populations.

Le gouverneur VON GÖTZEN répondit par des instructions du 13/9/1902, dont le texte n'est pas sous nos yeux, mais dont le sens ressort très clairement de lettres interprétatives et de toute la correspondance relative à des événements ultérieurs.

Dans une lettre du 9/10/1902, il rappelle le point de vue exprimé dans les instructions du 13 septembre. « Notre politique, dit-il, doit viser à soutenir l'autorité » des grands, de telle manière que ceux-ci se convainquent de ce que leur salut et celui de leurs partisans » dépend de leur attachement à la cause allemande ».

VON BERINGE insiste. Un rapport du 12/12/1902 représente la situation comme devenant de plus en plus tendue. Une expédition militaire est devenue indispensable. Mwezi se comporte en ennemi ; il n'est plus possible de donner au voyage que VON BERINGE se proposait de faire à la résidence royale, le caractère d'une visite diplomatique. Il faut qu'on réduise Mwezi par la force ; il faut, pour ramener la paix dans l'Urundi, qu'on le prenne ; c'est là le seul but de l'expédition devenue indispensable.

A l'arrivée de ce rapport à Dar-es-Salam, le Gouverneur se trouvait en congé ; mais son remplaçant refroidit singulièrement les projets belliqueux de VON BERINGE. Il lui écrit le 11/2/1903 que le Gouverneur a énoncé très clairement la politique à suivre à l'égard de Mwezi, que les circonstances ne lui semblent pas justifier une politique nouvelle, qu'au contraire il impose une fois de plus à VON BERINGE « le devoir de s'en tenir rigoureusement aux instructions données ».

Le Gouvernement a intérêt à voir l'autorité de Mwezi rétablie dans tout le pays. Pour y parvenir, il faut que tous les révoltés soient arrêtés, avec l'aide des forces du Roi, et punis ou relégués dans une autre région : le Roi reconnaîtra vite l'intérêt immense qu'il y a pour lui et pour sa dynastie, à s'assurer l'appui de la force allemande. Il devra être bien entendu que ce concours ne lui sera donné qu'en sa qualité de chef soumis, et dans la mesure où il obéira aux ordres qu'on lui donne. Mais d'autre part, l'administration devra s'abstenir d'intervenir dans la politique intérieure, même si elle y constate quelques abus, tant que l'action civilisatrice des Missions n'aura pas encore pu se faire sentir.

Enfin, il faut traiter Mwezi avec égards, ne pas exiger de ce vieillard des voyages pénibles à Usumbura, mais y accueillir avec honneur ses ambassades. L'expédition projetée dans l'Urundi devra conserver un caractère pacifique et, pour ainsi dire, diplomatique.

VON BERINGE, ainsi désavoué, n'hésite pas à agir pour son propre compte. Sous prétexte que la station d'Usumbura est menacée et qu'il faut frapper le premier pour se défendre par une offensive inattendue, il entre en campagne. Il l'annonce au Gouvernement le 14/4/1903.

Dans les instructions du Gouverneur il y a, dit-il, un malentendu. Les révoltés, qu'il faudra réduire avec l'aide de Mwezi, sont précisément les seuls chefs qui

aient reconnu l'autorité allemande. C'est parce qu'ils se sont montrés attachés aux blancs que Mwezi a voulu les déposséder et qu'ils se sont soulevés. On ne peut songer à une collaboration avec le Roi qui refuse d'entrer en relations avec le pouvoir occupant. Quant à l'activité des Missions, elle est paralysée par l'hostilité de Kisabo, et si l'on n'intervient pas, il n'y aura bientôt plus de Missions du tout. Dans ces conditions, sûr du consentement du Gouverneur, il a envoyé une réquisition à la compagnie de Tabora et se mettra en campagne le 27 avril.

L'expédition fut énergiquement menée. Elle aboutit à la soumission de Mwezi, à Ikiganda, le 6 juin 1903. Voici, dans les grandes lignes, les conditions du traité :

Mwezi reconnaît la « Militärstation » d'Usumbura ;
Il consent à payer 424 têtes de bétail, comme amende pour les excès commis depuis 1899 ;

Il s'engage à ne plus menacer la Mission de Mugera ;
Il promet de faire tracer une route d'Usumbura à Muyaga ;

Il accorde le libre passage des caravanes dans tout le pays ;

Il consent à reconnaître l'attribution à Kilima de Mubukeye, à Machoncho de Muramvya ;

En échange, Usumbura le reconnaît comme roi de l'Urundi et lui promet tout appui tant qu'il demeurera dans l'obéissance.

Dans ce traité, il y a une condition qui est en contradiction absolue avec les instructions du Gouverneur : c'est la reconnaissance de l'indépendance de Kilima et de Machoncho.

Après l'occupation de Mubukeye (une des résidences royales) au cours de la campagne, VON BERINGE donna cette terre à son auxiliaire Kilima, « pour empêcher un

» retour de Mwezi et couvrir les derrières de l'expédition » dans sa marche vers le Sud ». On assura à Kilima et à Machoncho qu'ils ne seraient pas dépendants de Mwezi, même si celui-ci venait à faire sa soumission, mais ne recevraient d'ordres que d'Usumbura. On leur donna à chacun une garde de soldats pour défendre leur nouveau domaine.

C'était détruire l'unité du pays que le Gouvernement voulait rétablir, et créer en même temps une source intarissable de conflits pour l'avenir ; car Mwezi ne pouvait consentir de bon cœur à la cession de Mubukeye, résidence royale, située en plein dans le domaine propre du souverain, et de la région des tombeaux où reposaient ses ancêtres.

Comme on pouvait s'y attendre, VON BERINGE fut désavoué par le gouverneur VON GÖTZEN.

Celui-ci, dans sa lettre du 23/9/1903, dit qu'il résulte clairement de la correspondance échangée, que le Gouvernement ne reconnaissait pas la nécessité d'une expédition de grande envergure, et que la conduite de VON BERINGE a été en contradiction avec la politique prescrite. « Cette politique devait tendre à occuper la » frontière contestée ; protéger les Missions ; n'étendre » l'influence allemande que peu à peu, en suivant la con- » struction de la route Tanganika-Victoria, et pour le » reste permettre aux Barundi de vider leurs querelles » entre eux comme ils l'ont fait de tout temps ».

L'attitude du chef de station est représentée comme une faute d'autant plus grave « qu'il est officier et par- » tant soumis à la discipline militaire ».

Puisque enfin l'expédition a été entreprise, il faudra qu'on tire parti, pour arriver à la pacification du pays, de la situation qu'elle a créée ; le traité du 6 juin, il faut bien, dans les circonstances présentes et malgré lui, que le Gouverneur le ratifie ; mais VON GRAWERT ira rem-

placer von BERINGE pour suivre les nouveaux développements de la situation.

VON GRAWERT prend la responsabilité des affaires dans des circonstances fort difficiles. Jusqu'à son arrivée, il y a eu contradiction entre la politique prescrite et la politique suivie. Au lieu de tendre à l'unification du pays sous Kisabo, Usumbura a au contraire — et von GÖTZEN s'en plaint dans une lettre du 4/6/1904 — « favorisé l'établissement de nombreux chefs indépendants à côté et non sous l'autorité de Kisabo ». Dans ces conditions, poursuit la lettre, il ne faudra pas « faire » voir aux intéressés une modification soudaine des intentions du Gouvernement, mais arriver par le temps et « en évitant les interventions brutales, à réaliser peu à peu le but qu'on se propose dans l'Urundi ».

VON GRAWERT aura donc à remonter d'abord le courant, avant de reprendre le travail à ses débuts. Mais des fautes irréparables ont été commises ; et d'autre part, le nouveau chef du territoire semble avoir eu plus de qualités guerrières que d'aptitudes diplomatiques. Il cherchera, franchement, à entrer dans les vues du Gouverneur ; mais s'il sait frapper fort, il négocie mal : il n'est pas l'homme de la situation ; il n'évite pas les « interventions brutales ».

Cependant, il savait voir juste. Il a compris les idées de von GÖTZEN et les avantages d'une politique d'unification. Ses conceptions théoriques sont inattaquables. « Il faut, dit-il, — et je crois pour ma part qu'il y a moyen d'y parvenir peu à peu — il faut ramener tout l'Urundi sous une seule couronne. Comme chef suprême occupant une situation correspondant à celle de Musinga dans le Ruanda, seul Kisabo Mwezi peut entrer en ligne de compte. Peut-être faudra-t-il reconnaître plus d'une chefferie indépendante ; on ne connaît pas encore assez la situation intérieure de l'Urundi pour trancher la

» question dès à présent. Mais la solution la plus naturelle
» et celle qu'il faut chercher, avant tout, à réaliser, c'est
» la constitution d'un royaume unique de l'Urundi dans
» lequel les chefs actuellement indépendants deviendraient
» dans leurs territoires, des administrateurs de circons-
» criptions judiciaires comme ils l'étaient d'ailleurs jadis...
» L'autorité du Roi croît lentement mais sûrement sous
» l'action d'une politique conséquente et suivie. Le Ruan-
» da en est un exemple frappant: au dire des mission-
»naires, l'influence de Musinga s'y étend notablement »
(Rapport du 28/7/1904).

Et ailleurs : « L'idéal est : autorité indiscutée du Roi
» sur tout son pays; influence absolument prépondérante
» de l'Européen sur le Roi, dans une forme qui soit le
» moins pénible possible à celui-ci; identification effective
» de ses intérêts avec les nôtres par augmentation de ses
» revenus ou autrement. Cet idéal pourra sans doute se
» réaliser plus facilement et plus vite dans le Ruanda,
» solidement organisé, que dans l'Urundi, où il faudra
» commencer par relever le prestige de la royauté, sin-
» gulièremment affaibli par les guerres contre le blanc et
» par d'autres circonstances » (Rapport du 21/11/1905).

L'expédition entreprise par von BERINGE, contre les
vœux de von GÖTZEN, a beaucoup fait pour rendre
vains tous les efforts postérieurs en vue du rétablis-
sement de l'autorité royale.

Ainsi donc, les vœux du Gouverneur et les efforts
de son représentant vont enfin se rencontrer, pour la
première fois depuis des années. On fera enfin l'essai
sincère de la politique préconisée par von GÖTZEN. Mais
d'une part, beaucoup de mal a été fait par von BERINGE,
qui avait acheté le concours des révoltés en reconnaiss-
sant leur indépendance; d'autre part, von GRAWERT,
qui parle de persuasion lente, s'impatiente bientôt et
veut briser les résistances.

VON GÖTZEN écrit, le 3/4/1904 : « Les rois du Ruanda » et de l'Urundi, tant qu'ils nous resteront dévoués, doivent être traités comme maîtres chez eux..... Examinez s'il ne serait pas opportun d'annoncer à Kisabo, avec toute la solennité voulue, que je le reconnais comme chef suprême de l'Urundi, à condition qu'il nous demeure fidèle ». Cette reconnaissance solennelle eut lieu le 8 octobre 1905. Mais, déjà auparavant, les circonstances avaient favorisé les vues de VON GÖTZEN. Certains des chefs rendus indépendants par VON BERINGE pendant la guerre contre Mwezi, et investis de terres du Roi qu'ils avaient déjà reçues et reperdues en 1900-1902, n'avaient pu se maintenir une fois retiré le secours militaire qu'on leur accordait. La population n'avait pas admis cette solution artificielle, s'était spontanément remise sous l'autorité légitime du Roi et avait chassé les intrus. Mwezi demanda à Usumbura confirmation de sa reprise. VON GRAWERT l'accorde, à condition que le Roi raffermît d'abord son autorité dans la région de Rumonge, où la population se montrait turbulente. C'était pousser à la guerre intérieure et tourner dans un cercle vicieux : car avant que Mwezi pût réprimer les révoltes des chefs, il fallait commencer par raffermir son autorité ; et au contraire on exige, avant de travailler à redresser son prestige, qu'il le reconquière tout seul. Néanmoins la chose réussit assez bien, et quand eut lieu la reconnaissance officielle de Mwezi, seuls le Nord-Est et le Nord-Ouest lui résistaient encore. Cependant la population elle-même ne lui est pas hostile ; mais Mwezi est loin, et la crainte du chef immédiat est plus forte que le respect pour le Roi. « C'est un des obstacles que notre politique devra arriver à écarter » (21/11/1905).

Le bout de l'oreille perce. Les chefs dont la seule présence tient les populations dans l'insoumission, on va

essayer de les réduire par la violence. Muhini et Choya se plaignent des incursions de Busokoza, qui envahit les terres du Roi ; VON GRAWERT, à son passage chez eux en octobre 1905, leur donne six soldats pour une expédition de dix jours contre le révolté. Résultat : quelques centaines de têtes de bétail conquises ; mais, sans nul doute, quels massacres — et quelle amertume accumulée ? Si les populations elles-mêmes ne sont pas hostiles à Mwezi, des expéditions de ce genre doivent les jeter pour jamais dans le parti de leur chef révolté. — Même chose chez Kilima. Au cours du même voyage, VON GRAWERT laisse un blanc et huit soldats à la disposition de Mwezi pendant douze jours, comme « soutien moral » (*sic*) contre les fusils de Kilima. Comme malgré ce « soutien moral », les gens de Kilima ne cessaient pas d'inquiéter ceux de Mwezi, VON GRAWERT, à son retour, pénétra dans le pays de Kilima, « pour lui faire le plus » de mal possible ». Kilima parvint à sauver presque tout son bétail, moins une centaine de têtes. « Les villages » que nous occupâmes furent brûlés sans exception ; et » pour être sûr que le travail soit bien fait (*damit dies » in ausreichender Weise geschah*), je demeurai dans la » région pendant toute une journée ».

Les projets de reconstruction lente mais sûre s'oublient dans une ardeur guerrière. « Si nous ne voulons » pas nous exposer à une réputation de faiblesse, il faut » — et le plus tôt sera le mieux — que nous en finissions » une bonne fois, et énergiquement, avec Kilima ; et qu'ou » bien nous le déportions, ou bien nous le fassions pen- » dre » (21/11/1905).

C'est donc la guerre. Au lieu de chercher à détacher peu à peu les populations de leurs chefs révoltés, au lieu de raffermir lentement mais sûrement le prestige de Mwezi, on va essayer de réduire les dissidents par la force. Il n'y a plus moyen de faire autrement : les

deux expéditions hâtives de 1905 ont aigri les populations et les ont attachées définitivement à leurs chefs. Dans le Nord-Est, Kanuguno a été tué, et son fils Mbanzabugabo engagé dans une vendetta qui rend son rapprochement avec le Roi impossible. Rusengo, grand chef du Bugufi, pactise avec Mbanzabugabo et Busokoza ; ils achètent, dit-on, des fusils dans le Karagwe pour se défendre si on les attaque encore. D'autre part, Kilima refuse également de reconnaître le Roi, et la leçon de 1905 a serré autour de lui tous les habitants de son territoire. On a, partout, fermé la voie à la diplomatie.

Kilima tombe le premier. Il est pris en avril 1906, et déporté. On donne sa terre à son fils Karibwami qui doit, évidemment, renoncer à ses ambitions sur les terres de Mwezi ; mais il ne paraît pas qu'on ait, à cette époque, exigé sa soumission formelle au Roi. Les documents n'ont pas été retrouvés.

Dans le Nord-Est, on entreprend en 1908 une expédition à grand effectif, en vue de prendre Busokoza, Mbanzabugabo et Rusengo. On ne prit d'ailleurs que du bétail, mais assez pour ruiner le pays : 4.763 têtes de gros bétail, 3.569 de petit. Pas un soldat ne fut tué ; mais les indigènes abattus en masse à coups de fusil et de mitrailleuse. Une récompense de 200 roupies avait été promise à celui qui livrerait un des trois révoltés, mort ou vif. Busokoza et Mbanzabugabo échappèrent ; Rusengo seul se soumit et reconnut l'autorité de Mwezi. Deux mois après la fin de l'expédition, les deux chefs tenaient de nouveau la campagne, et l'on devait fournir une escorte à Rusengo pour rentrer chez lui à travers leurs terres. — Le résultat était très partiel...

Kilima déporté, Rusengo soumis, Busokoza et Mban-

zabugabo ruinés et leur tête mise à prix, peut-être la manière forte de VON GRAWERT allait-elle quand même aboutir au but rêvé : reconstitution du royaume de l'Urundi ? Mais Mwezi meurt ; VON GÖTZEN s'en va et est remplacé par VON RECHENBERG ; VON GRAWERT rentre en congé avant que ses efforts aient pu porter des fruits. Le nouveau Gouverneur change brusquement l'orientation politique du pays ; et il va être servi par des collaborateurs qui, comme jadis sous VON GÖTZEN, s'écartieront de ses directives.

II. Sous l'administration de Von Rechenberg.

Rentrant en Europe, VON GRAWERT, à son passage à Dar-es-Salam, remet au nouveau gouverneur un projet d'organisation de l'Urundi. Il propose de laisser au Roi toute l'autorité, sous la surveillance constante du Résident. Celui-ci devra ratifier les mesures prises, et chercher à empêcher les cruautés et le régime du caprice ; il aura, évidemment, autorité exclusive sur les habitants qui ne sont pas Barundi, et sur les Barundi au service des blancs. On devra, dans l'avenir, chercher à créer une division en provinces administrées par des Baganwa ayant sous leurs ordres, à leur tour, les petits chefs. Les recettes dépassant les frais de l'administration seront employées par le Roi pour des dépenses d'utilité publique, sous le contrôle du Résident.

VON RECHENBERG envoie ce rapport au Résident f. f. pour lui demander son avis. Cet avis est donné par le Hauptmann FONCK le 8/11/909.

Celui-ci, qui d'ailleurs n'est pas fort au courant de la situation du pays, tombe dans l'excès contraire. Il n'a pas, dit-il, l'impression qu'une politique différente de celle suivie ailleurs dans la Colonie, s'impose ou se recommande. Il croit que le règne de la dynastie de Kisabo, basé sur l'arbitraire le plus absolu, doit finir par disparaître ; et que la désagrégation arrivera d'elle-même si l'administration cesse de soutenir la famille royale. Il croit — et il a raison — que la Résidence ne pourra s'abstenir de traiter directement avec certains chefs ;

c'est un droit de souveraineté que le Roi doit d'ailleurs reconnaître au pouvoir occupant.

Mais il ne tient aucun compte de la densité et du chiffre absolu de la population, sans pareils dans la colonie et peut-être en Afrique, et de l'utilité qu'il y a, pour administrer pareil pays, à se servir de la charpente d'une société indigène constituée.

VON RECHENBERG choisit un moyen terme. Il n'admet ni les idées simplistes de FONCK, ni le système de VON GRAWERT, dans lequel il voit un danger pour l'existence même de l'occupation européenne. Il ne conteste pas l'utilité pratique du système de VON GRAWERT ; il reconnaît même la nécessité du protectorat ; mais se basant sur des nécessités militaires, il veut organiser *plusieurs* protectorats.

Sa lettre du 25/5/1909 et la circulaire qui l'accompagne ainsi que la lettre du 18/12/1909 qui en précise encore les principes, sont d'une importance capitale, parce que les directives politiques qui y sont données n'ont jamais été modifiées depuis.

Pour les comprendre, il faut se souvenir de ce que le nouveau Gouverneur entra en fonctions au lendemain de la terrible révolte qui venait de désoler la colonie pendant des années. Cette circonstance explique la timidité extraordinaire de ses vues quant aux possibilités de soulèvements dans l'Urundi.

Lettre du 25/5/1909.

VON GÖTZEN a prescrit de renforcer l'autorité et la considération dont jouissait le roi Mwezi ; cela, parce que l'administration du pays gagne en rapidité, en économie et en efficacité à se servir de l'intermédiaire d'un puissant monarque indigène. Cette politique a réussi dans une certaine mesure, « et l'on peut ainsi

» considérer que le but recherché a été atteint. D'autre
» part, il faut reconnaître que la réunion de deux millions
» d'hommes sous une souveraineté unique n'est pas sans
» inconvénients, lorsque le Souverain tire son autorité
» non de traditions séculaires mais de nos efforts à nous.

» La politique la meilleure pour l'Urundi devra être
» celle-ci : d'une part, conserver ou créer des royaumes
» (*Sultanaten*) assez étendus et assez puissants pour être,
» en temps de paix, des moyens de gouvernement pratiques
» et naturels ; d'autre part, éviter qu'ils soient assez
» étendus et assez puissants pour pouvoir mettre en ligne
» en temps de guerre, des forces réunies dans une organisation
» unique, supérieures à nos forces combattantes
» à nous. Il faudra s'efforcer, conformément à la maxime
» *Divide et impera*, de créer plusieurs États, qu'une
» diplomatie habile puisse opposer l'un à l'autre en cas
» de besoin. Il faudra régler les rapports de chaque chef
» avec le Roi individuellement, en s'inspirant des circonstances et de la tradition.

« Cette politique semble pouvoir être suivie assez
» facilement, si l'on renonce, plus qu'on ne l'a fait
» jusqu'ici, à assujettir au Roi des chefferies jadis
» indépendantes, et si l'on reconnaît l'autonomie ou
» l'indépendance plus ou moins grande des chefs, surtout
» là où le désir de se confier et de se soumettre à la protection du Gouvernement a été reconnu ».

Il est probable que ce déplacement de pouvoir se fera de soi-même si l'on cesse de servir au successeur de Mwezi, d'exécuteur de ses desseins contre ses rivaux. Sa puissance décroîtra vite au point qu'il sera forcé de renoncer à une politique de conquête.

Le Résident ne devra plus, à l'avenir, soutenir militairement le Roi contre les autres chefs, « sinon s'il se trouvait menacé dans le domaine qui lui était soumis » avant l'arrivée des Européens ».

Une « Instruction aux Résidents » accompagne cette lettre. Elle expose sous une forme générale la politique à suivre à l'égard des chefs protégés : agir sur les chefs et par eux sur les populations ; conseiller et influencer les chefs sans s'adresser directement à leurs sujets.

Il faut, pour réussir, d'abord que les chefs soient reconnus et obéis, puis que les chefs reconnaissent dans le Gouvernement leur protecteur naturel contre des révoltes ou des invasions.

Les chefs devront conserver leurs pouvoirs en matière de justice civile et territoriale. Les impôts seront levés, non comme taxes individuelles, mais comme tribut à payer par le Chef. Le Résident devra chercher, en ces matières, « à acquérir sur les autorités indigènes une » influence prépondérante, pour favoriser l'évolution » des mœurs par un développement naturel vers des » conceptions de civilisation européenne, pour autant » qu'il y ait moyen d'y parvenir ». Il travaillera à favoriser le développement économique, soutiendra les missions religieuses, enraiera la propagande islamique.

D'une manière générale, toute l'activité du Résident devra s'exercer plus par conseils et persuasion que par règlements ; pour que ses conseils soient suivis, il faudra qu'il acquière, chez les chefs et les populations, une influence et une considération aussi grandes que possible. Pour augmenter son influence, il devra se mettre au courant des traditions, des mœurs, des coutumes, des idées indigènes ; accoutumer les chefs à sa personne ; les visiter souvent et leur faire honneur ; éviter de leur infliger des punitions déshonorantes. La force militaire doit être *l'ultima ratio* contre ceux qui se montreraient obstinément réfractaires à notre action.

En somme, la politique semble bien être celle qu'a suivie VON GÖTZEN, à part ce détail qu'au lieu d'une royauté unique on veut reconnaître plusieurs grandes

chefferies. Dans les instructions, un point demeure assez équivoque. Faut-il conserver le *statu quo*, comme le fait croire la fin de la lettre, décourager les appétits de conquête du Roi tout en lui assurant la conservation de l'autorité dont il jouissait jadis ? Faut-il, comme il est dit par ailleurs, « créer » d'autres organismes ou simplement « reconnaître » ceux qui existent déjà ? Cela sera précisé dans une lettre ultérieure.

La politique préconisée par VON RECHENBERG est sans doute réalisable ; mais au moment où il l'expose, il existe certainement dans son esprit des malentendus : il ne connaît pas le pays.

D'abord, sa maxime paralysante : *Divide et impera*. Quand on ne peut régner autrement, il faut bien qu'on divise pour y parvenir : mais dans l'Urundi ce n'est pas nécessaire. Les souvenirs de la révolte du centre sont encore trop frais et font craindre au Gouverneur des révoltes impossibles. Assez de causes de dissensions existent dans l'Urundi, qu'une diplomatie habile doit adoucir, et qu'il sera toujours temps d'exploiter si jamais le besoin s'en faisait sentir : Batutsi et Bahutu ; branches dissidentes de la famille royale ; nombreux chefs dépossédés au cours des années — jamais tous ces éléments ne pourront servir ensemble à constituer une force militaire capable de menacer l'occupation européenne.

En second lieu, il considère que la politique de VON GÖTZEN a consisté dans la création *artificielle* d'un royaume unitaire semblable à celui du Ruanda ; qu'il a voulu choisir, *arbitrairement*, parmi tous les chefs, placés sur le même rang, un roi auquel il chercherait ensuite à soumettre les autres « *einen als den unter des verschiedenen Sultanen ranghochsten auszuzeichnen* ». Il ignore la situation réelle du Roi dans le pays, quand il croit qu'il a dû sa qualité « non à une autorité basée sur

une tradition ancienne mais au soutien des blancs ». Au contraire, l'autorité du roi de l'Urundi est, historiquement, la même qu'au Ruanda ; au point que tous les chefs révoltés contre Mwezi étaient des descendants de son propre père, et que s'ils avaient reçu des provinces, c'est en fief du Roi qu'ils les avaient reçues. La légitimité théorique de Mwezi n'était pas contestée : il ne s'agit aucunement d'un chef qu'on choisit parmi tous ses pairs pour en faire un roi, mais bien d'un roi dont certains vassaux se sont, récemment, soulevés contre lui. Et si Mwezi n'est pas demeuré roi de tout son pays au même titre que Musinga, cette situation est due à la maladresse des Européens qui ont employé la révolte et la promesse d'indépendance comme des moyens de le combattre.

Enfin, VON RECHENBERG considère que la politique de VON GÖTZEN n'a pas résisté à l'épreuve des circonstances, qu'elle a définitivement échoué. C'est aller trop vite. Car d'un côté des résultats certains ont été obtenus par VON GRAWERT ; Kilima est vaincu et Rusengo soumis ; seuls, dans tout le royaume, Busokoza et Mbanasabugabo résistent encore au Roi. Et d'un autre côté, si les desseins de VON GÖTZEN n'ont pas été réalisés, il faut reconnaître que les moyens qu'il préconisait : la persuasion et l'action lente, n'ont jamais été mis en œuvre. C'est le brusque revirement de son successeur qui a fait échouer définitivement sa politique ; mais au moment de ce revirement la situation n'était pas perdue.

Une nouvelle lettre du 18/12/1909 précise les points principaux de la politique à suivre, pour éviter tous nouveaux malentendus.

« La Résidence devra établir quelles sont les relations *de fait* qui existent entre les chefs ét Mutaga, reconnu jusqu'ici comme roi de tout le pays, et jusqu'où s'étendent les limites territoriales de son influence ».

On divisera ensuite le pays en catégories :

a) Chefs indépendants : Busokoza, Mbanzabugabo, le fils de Kilima, quelques autres peut-être dans l'Ouest et dans le Sud. Il ne faudra plus chercher à les ramener de force sous l'autorité du Roi, tant qu'ils reconnaîtront la nôtre ;

b) Chefs qui ont toujours reconnu comme rois Mwezi et Mutaga. « Ceux-ci demeurent naturellement sous la » dépendance du Roi dans l'avenir ; et toute tentative » d'exploiter la situation nouvelle dans le sens d'une » insubordination envers le Roi devra être étouffée en » germe » ;

c) Chefs plus ou moins indépendants jadis, mais que la pression de la Résidence a ramenés à une certaine soumission, par exemple, ceux de la vallée de la Ruzizi. Il faudra régler séparément chaque cas particulier, avec tact et mesure, en tenant compte de toutes les circonstances.

« Dans aucun cas la situation actuelle ne peut servir » à favoriser de nouvelles velléités d'indépendance. Il » faut que les partisans du Roi sachent bien que la » protection des autorités leur reste assurée et qu'ils n'ont » aucune raison de chercher à se soustraire par une » émigration au Ruanda (ce qui s'est tenté déjà), aux » vexations de leurs rivaux ».

En résumé, la politique nouvelle tend au maintien intégral du *statu quo*. Plus de conquêtes nouvelles par le Roi, avec l'aide du pouvoir occupant ; en revanche, plus aucune diminution future de son autorité, et répression immédiate de toute tentative séparatiste. L'histoire de l'Urundi pendant les années qui vont suivre prouve que VON RECHENBERG, comme VON GÖTZEN avant lui, a été mal servi par ses collaborateurs. De 1909 à 1916, les domaines du Roi se sont effrités de plus en plus.

Après quelques intérim sans éclat et un court passage de LANGENN, c'est le Hauptmann GÖRING qui signe, comme Résident, le rapport politique de mai 1910. La lecture de ce rapport prouve que les idées de von RECHENBERG ont été ou mal comprises, ou mal appliquées.

Le Gouverneur veut que là où l'autorité du Roi existe encore, elle soit respectée à l'avenir, et que toute velléité nouvelle d'indépendance soit réprimée dès le début. La Résidence interprète : la souveraineté du Roi sera reconnue « là où par ses seules forces il peut maintenir sa domination et répondre de l'ordre ». Cela veut bien dire que si les seules forces du Roi ne lui permettent pas d'assurer son pouvoir, on laissera faire les révoltés, et qu'on n'étouffera pas « en germe » toute insoumission. Une révolte heureuse sera toujours approuvée.

Le Gouverneur refuse d'employer la force en faveur de Mutaga dans ses querelles avec des chefs indépendants. La Résidence accorde à deux reprises (juin-août 1909 et février 1910) un secours militaire au fils de Kili-ma contre le roi Mutaga. Elle refoule celui-ci par la force.

Cette inégalité manifeste, favorisant les dissidents, crée, faut-il le dire, un mécontentement profond. Dans ces conditions, le ton pessimiste du rapport paraît quelque peu naïf. « L'espoir exprimé l'an dernier, qu'après » la mort du vieux Mwezi Kisabo un changement se produirait peu à peu, et que son successeur pourrait être mieux disposé à notre égard ne s'est pas réalisé, du moins jusqu'à présent ». Mais sur quoi se basait cet espoir ? Qu'a-t-on fait pour s'attacher le Roi ? Si Mwezi, soutenu par le Gouvernement, s'est montré passivement hostile, Mutaga, voyant que le Gouvernement le combat, va-t-il se montrer favorable ?

« Le parti du Roi avait accoutumé de se voir soutenu » par les forces militaires de la Résidence chaque fois » qu'il s'agissait de vaincre ou d'écartier un chef révolté

» ou encombrant. On pourrait presque dire qu'en fin de compte il avait trouvé tout naturel de faire faire sa besogne par la Résidence et d'encaisser les bénéfices, » sous forme, le plus souvent, de nombreux troupeaux. » Maintenant, depuis que la Résidence ne met plus de » troupes à sa disposition mais exige qu'il administre » lui-même les territoires qui lui sont soumis, il semble » affecter le mécontentement ».

Ce mécontentement s'explique, et cette désaffection pouvait être prévue. Le Roi constate de la part du blanc une hostilité visible. Quand il veut « faire sa besogne », poursuivre l'œuvre de reconquête des terres enlevées par Kilima, c'est aux soldats de la Résidence qu'il se heurte ; et si, dans l'intérieur du pays, une révolte éclate qu'il ne puisse pas immédiatement réprimer, on lui annonce qu'aucun secours ne lui sera donné pour maintenir l'ordre, plus, qu'il ne sera plus reconnu là où ses seules forces ne lui suffiront pas pour s'imposer. Mais alors, qu'a-t-il à attendre de la Résidence ? La ligne de conduite qu'elle annonce, c'est la désagrégation du pays à bref délai ; et elle s'étonne que le Roi ne se montre pas plus docile qu'au temps de Mwezi ?

VON RECHENBERG avait dit : « Il faut toujours faire » comprendre aux chefs que c'est grâce à la protection de » l'Allemagne, représentée par le Résident, qu'ils conservent leur situation ». Göring a fait comprendre au Roi qu'il n'avait plus rien à attendre de l'Allemagne, et que la protection de celle-ci, même militaire, était acquise à ses ennemis.

La situation, dans l'Urundi dépendant du Roi, est donc franchement mauvaise. Cependant les indications politiques n'ont pas manqué au nouveau Résident pour lui montrer le remède ; mais il n'a pas su les comprendre. « Dans les derniers temps, une attitude plus confiante » des indigènes a pu être constatée sur la route vers le

» Ruanda, particulièrement chez Karibwami (fils de » Kilima)... ».

Quand les indigènes voient un blanc, ils s'enfuient : « Il est remarquable que parmi les rares exceptions à » cet égard, on trouve les chefferies combattues en 1908, » c'est-à-dire Busokoza, Rusengo et Mbanzabugabo »... Cela n'est pas remarquable du tout, et von RECHENBERG avait vu juste quand il conseillait de montrer aux chefs que leur intérêt s'identifiait avec l'occupation européenne. Pour l'avoir montré aux quatre chefs dont on reconnaît l'indépendance, on constate dans leur pays un progrès immédiat. On montre le contraire au Roi, et l'on constate un recul. C'est logique et normal.

La délimitation prescrite par von RECHENBERG n'a pas encore pu être faite. Karibwami, Busokoza, Rusengo (qui s'était soumis en 1908) et Mbanzabugabo sont indépendants. Les chefs de la vallée de la Ruzizi sont quasi-indépendants de fait, tout en reconnaissant la suzeraineté du Roi. Dans le Sud, les conditions des chefferies sont encore inconnues. Au Nord et à l'Est, Choya, Muhini, Biziragusura, Senyamurungu sont dépendants du Roi.

Le rapport de 1911 est plus mauvais encore que celui de 1910. La situation a normalement empiré, sous la direction de von STEGMANN. Ce dernier — un nom nouveau dans l'histoire de l'Urundi — ne semble pas se rendre un compte très exact des circonstances. Il constate que l'amélioration, une fois de plus espérée sans motif l'année précédente, ne s'est de nouveau pas produite. Mutaga, dit-il, est l'instrument de sa famille et n'a aucune volonté propre. D'ailleurs, son influence est nulle, surtout sur les princes de la race royale.

« De là résulte tout naturellement son absolue indifférence et son hostilité à l'égard de toutes les questions

» qu'on lui soumet, et la mauvaise volonté avec laquelle
» il les traite. Cette attitude du Roi, à son tour, provoque
» la résistance passive qui se manifeste partout ; la plu-
» part du temps c'est indirectement et sous main qu'on
» s'oppose à nos mesures et à nos ordres, quelquefois on
» nous crée ouvertement des difficultés et on s'efforce par
» tous les moyens de se soustraire à notre influence. On
» semble s'être fait chez nous une idée tout à fait fausse
» de la situation et de la puissance réelle du « Mwami » de
» l'Urundi. C'est une erreur de croire que ce « Mwami »
» gouverne avec indépendance, par lui-même et absolu-
» ment, que le sort du pays et de tous ses habitants repose
» entre ses mains... C'est l'entourage du Roi qui règne,
» pour autant que l'on puisse parler de régner ; le « Mwa-
» mi » lui-même n'a quelque chose à dire que dans son
» village. D'une intervention dans les affaires du pays, il
» ne peut être question pour lui. En un mot, son influence
» politique se réduit absolument à zéro ; il existe, parce
» que la tradition le veut ainsi ; mais il n'est pas le Souve-
» rain du pays ».

C'est trancher un peu trop catégoriquement. En réalité, l'indifférence du Roi ne résulte pas de son impuissance, mais bien de son manque absolu d'intérêt à collaborer avec l'occupant. Celui-ci ne lui offre aucun avantage ; à quoi bon travailler ? Devant l'attitude de la Résidence, il est naturel que le Roi se retire, cherche à se soustraire à une influence qui ne peut lui rapporter aucun bénéfice. Et en même temps, le mépris que la Résidence professe à l'égard de ses droits de souverain ne peut que diminuer son pouvoir sur les populations restées fidèles. La situation doit nécessairement s'aggraver doublement, et par son mauvais vouloir accru, et par son pouvoir de bien faire diminué. On brûle la chandelle par les deux bouts.

Le rapport cite un exemple de mauvaise volonté de

la part des chefs, conseillers du Roi, qui nous est un exemple du manque de clairvoyance du Résident. Celui-ci s'adresse à Ntarugera, frère et tuteur de Mutaga, pour faire travailler les populations riveraines du lac à la lutte contre la maladie du sommeil. Ntarugera promet. « Non seulement la famille royale — car du Roi lui-même il n'est pas question — ignora complètement ces promesses, mais il arriva même qu'elle s'adressât aux sous-chefs chargés de fournir les travailleurs nécessaires à la Résidence en réclamant tout simplement et naïvement des hommes pour construire un boma du Roi ; tout comme s'ils n'avaient pas, dans leurs montagnes, assez d'hommes disponibles ».

Mais pourquoi s'adresse-t-on à Ntarugera ? Les petits chefs du lac sont-ils dépendants du Roi, oui ou non ? Si non, le Roi n'a pas à intervenir chez eux. Si oui, qu'ils reconnaissent cette dépendance par l'hommage traditionnel et symbolique : construire un kraal royal. Il n'est pas question de pénurie de travailleurs dans les montagnes ; mais avant de prêter au Résident le secours de son influence, le Roi veut faire reconnaître sa souveraineté dans les régions en question, en exerçant les droits séculaires du suzerain. On lui refuse la reconnaissance de ces droits ? Il serait bien naïf d'assumer les charges qui en sont la contrepartie.

Comme l'année précédente, le rapport constate une situation beaucoup meilleure dans les chefferies indépendantes — sans comprendre qu'il ne peut en être autrement ; car plus la politique sera hostile au Roi, plus ses ennemis seront, suivant les instructions de VON RECHENBERG, liés par tous leurs intérêts à la domination allemande. La terre de Kilima a été défendue contre le Roi par les troupes allemandes : Kilima, rentré de bannissement en janvier 1911, ne va pas, évidemment, s'aliéner les sympathies de ses protecteurs !

Le Résident, comme ses prédécesseurs, ne veut pas désespérer. Il base son espoir d'une année plus favorable en 1911-12 sur le retour de Kilima. Ce retour « a déci- » dément fait impression sur la famille royale. Le hasard » voulut qu'à la même époque le représentant de Mutaga, » Ntarugera, se trouvât présent à Usumbura avec une » nombreuse suite de princes. On put remarquer qu'ils » étaient fortement impressionnés ; ils reconnurent d'ail- » leurs franchement que Kilima leur faisait grand-peur. » Tant mieux ! Peut-être cela décidera-t-il, chez la famille » du Roi, le revirement qu'on avait, jusqu'à présent, at- » tendu en vain ».

On pouvait pronostiquer le contraire. Ce retour de Kilima constituait, vis-à-vis du Roi, un acte d'hostilité nouvelle ; il devait à la fois aggraver son mécontentement et affaiblir son prestige, diminuer et sa volonté et sa capacité de travailler pour la Résidence.

Un mot doit être dit ici d'une circonstance qui va influer sur la politique : la maladie du sommeil. Depuis quelques années, elle fait rage dans la vallée de la Ruzizi et le long de la côte du lac. En 1910-11, six Européens de la région furent infectés, et la population périt en masse. Comme il n'y avait aucun espoir de vaincre la maladie par la guérison de tous les malades, on décida de chercher à exterminer la glossine. Des mesures extrêmement énergiques et étendues devaient être prises, notamment le débroussissement général. Il suffisait à peine de toute la population riveraine pour l'exécution des travaux. On dispensa en conséquence les chefferies intéressées de toute autre prestation ; des lazarets furent construits dans les régions infectées, qui étaient en même temps des centres de lutte contre la tsé-tsé ; les autorités médicales traitèrent directement avec les chefs ou sous-chefs chargés du travail. Cette circonstance favorisa encore le mouvement séparatiste que l'absentéisme des

chefs (ils n'osaient descendre dans leurs terres basses, redoutant les fièvres) avait déjà provoqué ; elle contribua aussi à déterminer les divisions administratives qui furent décidées plus tard.

Pour la troisième ou quatrième fois de suite, c'est un nouveau nom que nous trouvons au bas du rapport politique de mai 1912. Il est signé de LANGENN. Celui-ci n'est pas un nouveau venu dans l'Urundi, où il a déjà fait un séjour en 1909. Son rapport est beaucoup plus nourri que les précédents : il aborde les vrais problèmes, et commence à se rendre compte de l'importance exacte du Roi dans l'Urundi. C'est, dit-il, à cause de la longue minorité de ce dernier que beaucoup de chefs ont acquis une certaine indépendance. Devenu homme, il veut affirmer son pouvoir ; mais il n'en est qu'à son début, on ne peut pas dire qu'il ait déjà réussi. Mais dès ses premières velléités de gouvernement personnel, un conflit s'annonce qui va continuer sourdement pendant les années suivantes, et qui sera d'une importance capitale dans l'histoire interne de l'Urundi — entre le Roi et Ntarugera, son tuteur.

Depuis la mort de Mwezi, Ntarugera jouissait d'une influence absolument prépondérante ; au point que le Gouvernement envisagea l'éventualité de lui reconnaître en droit la royauté qu'il exerçait de fait. Mais pareille violation des traditions lui aurait aliéné toutes les sympathies et aurait jeté le pays dans la guerre civile. On y renonça. Sentant son pouvoir menacé, Ntarugera profite du temps qui lui reste pour s'étendre aux dépens de ses petits voisins. La Résidence veille à éviter des extensions trop grossièrement injustes, sans pouvoir les empêcher tout à fait.

D'autre part Mutaga, conseillé par sa mère, une femme remarquable, intelligente, ambitieuse et sans scrupules, travaille à doter convenablement ses frères —

surtout Nduwumwe et Bângura — et sa famille maternelle. Ces manœuvres attirent l'attention de la Résidence.

LANGENN a compris les intentions du Gouvernement beaucoup mieux que ses prédécesseurs. « Il faut d'une » part créer, comme contrepoids au parti du Roi, beaucoup » de petites chefferies indépendantes entre elles, que l'on » puisse opposer, tandis que, d'autre part, dans chaque » chefferie — dans celle de Mutaga aussi bien qu'ailleurs » — de petits rebelles qui ont des velléités d'indépendance, » doivent être à tout prix ramenés de force sous l'autorité » de leur grand chef ». Le Gouverneur, au lieu de « beau- » coup de petites chefferies », a dit « quelques grands » États » (*mehrere Staatsgebilde*) ; mais au moins LANGENN renonce à favoriser toutes les petites révoltes en ne reconnaissant le Roi que là où il arrive à les réprimer tout seul, comme l'avaient fait ses prédécesseurs.

Ce principe de l'autorité du Roi chez lui doit être concilié avec la justice qui interdit les spoliations inutiles : il y a là un problème que la Résidence ne pourra aborder en connaissance de cause que lorsque son transfert dans l'intérieur, autorisé cette année-là par l'Administration, lui aura permis de prendre contact plus intime avec le Roi. On n'ignore plus la réelle importance de la royauté, on ne tranche plus d'un mot brutal et simpliste : « son » influence se réduit absolument à zéro », comme le faisait VON STEGMANN en 1911.

Cependant on ne peut dire que la lente désagrégation commencée pendant les années précédentes, ait déjà pris fin. Outre les chefs cités auparavant, Kiraranganya, Biziragusura, Muhini, Choya, Senyamurungu, Ndugu — qui reconnaissent la suzeraineté platonique du Roi — communiquent sans son intermédiaire avec la Résidence. Rusengo, chef du Bugufi (qui, vaincu en 1908, s'était

soumis), fait l'objet en 1912 d'une correspondance assez intéressante avec la mission de Kanyînya. LANGENN prie le Supérieur de lui « rappeler » qu'il est considéré comme indépendant. Rusengo répond qu'il est heureux de l'apprendre : il ne le savait pas et ne l'avait pas demandé ; si l'on avait voulu, il serait demeuré volontiers sous l'obéissance. Le Résident écrit à ce sujet : « Ma politique peut, à première vue, vous paraître étrange. Mais » je vous prie de considérer qu'un refroidissement de » l'amitié entre Mutaga et Rusengo ne peut qu'être profitable à la Résidence (*Divide et impera*) ». C'est de la même époque que date une note dans laquelle on évaluait le nombre de guerriers que pourrait fournir Kilima en cas d'une guerre contre le Roi !

Dans l'Ouest, les chefs de la Ruzizi, qui ne sont pas alliés à la famille royale et dont les travaux de lutte contre la maladie du sommeil absorbent toute l'activité, sont placés directement sous l'autorité de la Résidence.

Dans le Sud, où « contre toute attente on constata qu'une grande partie des chefs étaient de proches parents et vassaux de Mutaga » — devenus d'ailleurs à peu près indépendants en fait — aucune organisation n'a encore été décidée : il faudra, pour ouvrir le pays au commerce, qu'on y place un poste.

Les rapports précédents signalaient, sans parvenir à en comprendre le motif, la résistance passive opposée aux mesures de l'administration par les indigènes du Roi, alors que ceux des chefferies indépendantes se montraient beaucoup moins farouches. LANGENN semble en deviner la raison. « La Résidence, reconnaît-il, doit s'appuyer sur les chefs pour assurer le maintien de l'ordre, parce qu'il est impossible de se passer d'eux dans un pays à population si dense, quand on constate que les Bahutu, malgré tout l'arbitraire de leurs chefs et conquérants, leur témoignent cependant un visible attachement... ».

« Partout où les chefs sont forts et se préoccupent de leurs pays on reconnaît à l'avantage ou au détriment de l'Administration, le concours ou la résistance des indigènes suivant que les chefs sont bien ou mal disposés ».

Le soutien accordé aux ennemis du Roi a diminué sa force et son intérêt au travail, et mal disposé tous les chefs qui lui demeuraient fidèles, et qui considéraient la politique de la Résidence comme une politique de spoliation. Si LANGENN ne va pas jusqu'à énoncer cette cause du mécontentement, du moins il ne se dissimule pas que le mécontentement des grands se traduit dans l'attitude des petits.

Le 15 août 1912, le drapeau est hissé à Kitega. Cette date marque le début d'une période nouvelle. VON RECHENBERG est parti et sera remplacé par SCHNEE. Le transfert de la Résidence à Kitega va permettre au Résident de se rendre un compte plus exact de la situation réelle du pays. La clairvoyance de LANGENN l'avait déjà pressenti : l'importance énorme de la royauté est un fait qui s'imposera peu à peu aux Résidents, malgré qu'ils en aient ; et quand LANGENN reviendra dans le pays en 1915, la mort de Mutaga et l'élection de son successeur lui donneront l'occasion de constater une fois de plus l'opportunité d'une politique s'appuyant sur la collaboration du Roi.

III. Le revirement des dernières années sous l'administration de Schnee.

Ce revirement, qu'une connaissance plus exacte du pays devait amener, ne fut pas immédiat. En 1913, c'est le Oberleutnant von Bock qui signe le rapport. Il est loin d'avoir renoncé déjà aux tendances séparatistes ; mais au moins cherche-t-il à renforcer l'autorité de Mutaga dans ses terres patrimoniales du centre, et reconnaît-il l'utilité de lui laisser, extérieurement, son pouvoir territorial dans d'autres régions. On ne peut dire cependant que les principes de von RECHENBERG : maintenir énergiquement le *statu quo*, aient été appliqués.

La situation politique n'a pas beaucoup changé. Cependant, on remarque que les populations, prenant contact avec les blancs installés à Kitega, se montrent déjà moins farouches, et le déplacement de la Résidence justifie, pour l'avenir, les plus grands espoirs.

L'influence de Ntarugera reste toujours prépondérante : Mutaga, sans l'aimer, le craint et autorise les agrandissements territoriaux que le grand chef ne cesse de poursuivre ; la Résidence, au contraire, le contrecarre.

Quant au Roi, « la Résidence considère comme un » devoir de renforcer l'influence de Mutaga dans ses » terres patrimoniales entre la Luvironza et le Ruvubu ». Mais d'autre part, « si dans tous les autres territoires » elle favorise ou du moins tolère les appétits d'indépendance des chefs, la situation de Mutaga deviendra » naturellement celle du plus grand chef de l'Urundi ».

Il n'y aurait donc plus de roi. Ce n'est pas cela que von RECHENBERG a prescrit.

D'autre part, et l'on ne peut s'empêcher de voir là une certaine inconséquence — heureuse d'ailleurs — c'est par Mutaga que le Résident fait trancher une palabre territoriale entre un frère du Roi et un chef du Nord, Muzagara. Mutaga a été informé auparavant des désirs de la Résidence, et il rend un jugement défavorable à son frère. Mais von BOCK ne se montre pas encore satisfait : au lieu de poursuivre dans cette voie — imposer la volonté du blanc au Roi pour qu'il la fasse sienne vis-à-vis du peuple et surveiller de près sa manière d'administrer la justice — il voit dans le danger des influences vénales qu'on cherchera à faire prévaloir auprès de lui, un motif d'intervenir directement si un changement radical de point de vue n'intervient pas chez le Roi. Cependant l'expérience faite tendait à prouver que la vénalité du juge ne tenait pas devant la volonté du Résident : la crainte de voir réformer ses jugements en appel est, pour le juge, le commencement de la sagesse, et, pour le justiciable, la meilleure garantie d'impartialité. Il ne faut pas supprimer la première instance, il suffit d'admettre un recours contre ses décisions.

Comme auparavant, ce sont les chefs qui ont besoin du secours de la Résidence pour exister, qui lui donnent le plus de satisfaction ; comme auparavant, le Résident trouve remarquable cette manifestation pourtant bien naturelle.

Parmi les chefs plus ou moins indépendants, Rusengo est de nouveau cité. Ce chef « que nous reconnaissons » comme autonome, montre encore toujours une légère tendance à pencher vers Mutaga. Peut-être n'a-t-il pas encore une confiance entière dans notre changement de politique ? »

Mais pourquoi vouloir rendre indépendants des gens qui ne le demandent pas, et qui n'en profitent pas quand on le fait malgré eux ? Sans doute les préoccupations militaires ont-elles déterminé les Résidents : l'attitude

vis-à-vis de Senyamurungu le fait croire. Ce chef « semble mériter notre confiance, et peut être utile comme contrepoids contre le parti de Mutaga ».

Le Sud est toujours troublé ; seul l'établissement d'un poste permettra de l'ouvrir de nouveau au commerce.

Un témoignage officiel autorisé résume à cette époque, à la veille de la guerre, la situation de l'Urundi. C'est le rapport du Gouverneur SCHNEE sur son voyage au Ruanda-Urundi, publié dans le « *Kolonialblatt* » de septembre 1913.

Il s'exprime comme suit :

« L'histoire de l'Urundi depuis la prise de possession par l'Allemagne est malheureusement peu satisfaisante et contraste avec l'état de choses pacifique et agréable du Ruanda.

» Après la fondation de la station militaire (Résidence depuis 1905) d'Usumbura, on entreprit contre Mwezi, qui cherchait à se soustraire à la domination allemande, des expéditions qui aboutirent en 1902 à sa soumission. Plusieurs des petits sultans de l'Urundi avaient collaboré à ces expéditions du côté allemand ; on ne touche pas à leur indépendance. Après ces événements, le gouverneur Comte von GÖTZEN, ordonna de rétablir la puissance de Kisabo, désormais soumis, et de lui soumettre de nouveau les sultans plus petits pour gouverner l'Urundi par son intermédiaire comme on gouvernait le Ruanda par celui de Musinga. Le résident Hauptmann von GRAWERT s'efforça pendant six ans d'aboutir en ce sens, mais sans succès décisif. Une partie des sultans, parmi lesquels quelques-uns de ceux qui avaient guerroyé avec les Allemands contre Kisabo, refusèrent de se soumettre au Sultan, alléguant que leurs pères avaient déjà été indépen-

» dants de lui. Au fond, le motif de cette résistance
» opiniâtre devait bien être, en partie tout au moins,
» recherché dans la crainte qu'avaient les sultans de
» perdre la vie s'ils se soumettaient au Sultan suprême.
» Ils appartiennent tous, comme aussi Kisabo et son
» fils Mutaga, actuellement régnant, à la famille prin-
» cière des Waganwa dans laquelle le meurtre de parents
» éloignés en vue d'acquérir pour soi ou ses proches leurs
» terres et leur bétail, appartient aux institutions his-
» toriques. On en vint à une série d'expéditions dans
» lesquelles la Schutztruppe demeura victorieuse, sans
» toutefois atteindre le but : soumission de tous les
» indigènes au Sultan suprême. Ainsi régna un état de
» guerre presque permanent, jusqu'à ce qu'en 1909 la
» politique fut changée par le gouverneur VON RECHEN-
» BERG, en ce sens que la puissance de Kisabo ne serait
» maintenue intacte que pour autant qu'elle existait
» réellement et que les sultans indépendants *de facto*
» devaient être reconnus comme tels. La paix revint
» après cela ; dans le Sud de l'Urundi seulement se
» produisirent encore des attaques de caravanes qui
» rendirent nécessaire de fermer à la circulation (et
» cette décision est encore en vigueur aujourd'hui), la
» partie méridionale de l'Urundi ».

Les rapports politiques de 1914 et 1915 n'ont pas été retrouvés. SCHIMMER succéda à VON BOCK comme Résident. Il fut tué dans un combat à Luvungi en 1915 et remplacé par LANGENN, dernier résident allemand.

Depuis la mi-1913 jusqu'à l'invasion belge, la situation continua de se développer dans le sens d'une part d'une intervention de plus en plus faible dans l'Est et le Nord-Est, et d'une importance de plus en plus considérable reconnue au Roi dans le centre, le Nord et le Sud. Depuis la fondation de Kitega, Usumbura constitue un centre tout à fait séparé. La lutte contre la maladie

du sommeil est la préoccupation unique ; elle absorbe toutes les énergies et ne permet pas d'en détourner une partie vers des prestations à fournir au Roi. L'indépendance de cette région est un fait accompli.

Dans l'histoire intérieure, la rivalité entre le régent Ntarugera et Ndirikomutima, mère du roi Mutaga, domine la politique pendant deux ans. Par haine contre Ntarugera, Ndirikomutima se rapproche des révoltés du Nord-Est ; il se prépare un renversement des alliances. Puis surviennent des morts dans la famille royale, qui bouleversent le pays ; Mutaga lui-même meurt en novembre 1915. La reconnaissance de son successeur sera le dernier acte important de l'administration allemande.

Le rapport de 1913 signale encore l'influence de Ntarugera comme prépondérante. Cette situation change rapidement. Mutaga, grandi, supporte mal la tutelle. Sa mère, femme intelligente, exerce sur lui une action profonde, et cherche à écarter Ntarugera que des jaloussies de femme contre le fils d'une rivale lui rendent particulièrement odieux. Le conflit devient de plus en plus aigu à mesure que les autres fils de la reine-mère grandissent et que ses filles se marient : fils et gendres doivent trouver des terres, que Ntarugera les voit prendre sans plaisir. Et en même temps, chaque augmentation successive de territoire fait peser le poids de la puissance du côté de la famille du Roi. Nduwumwe, Karabona, Bishinga, Bângura, frères du Roi ; Rutuna, Biranguza, ses beaux-frères, et les frères et neveux de la reine-mère deviennent de grands chefs ; leurs terres réunies dépassent en étendue et en population celles de Ntarugera, et la puissance de ce dernier décroît. On ne le consulte plus ; on cesse de le craindre : n'étant

plus craint, il ne se sent plus en sûreté, et c'est lui, bien-tôt, qui n'ose plus se présenter à la Cour...

La situation s'aggrave de plus en plus. En octobre 1914, Ntarugera et son frère Rugema vont à Kitega se plaindre des agissements de la reine-mère. « Mutaga » ne suit plus que les avis de sa mère, qui le conseille mal. Eux-mêmes n'ont plus rien à dire. Ils prient la « Résidence de les déclarer indépendants ». (Lettre de WENTZEL à SCHIMMER, Résident, le 6/10/14). Le Résident répond que Ntarugera supporte mal de voir son influence décroître, qu'il a déjà soulevé cette question d'indépendance, à laquelle aucune suite n'a été donnée. Mais la mère de Mutaga s'occupe trop de politique : cela lui a déjà valu un séjour forcé à Kitega. Cette velléité d'indépendance le Résident va s'en servir comme d'un épouvantail contre Mutaga, à qui il vient de demander trois cents guerriers auxiliaires pour lutter contre les Belges. Il annonce qu'il menacera le Roi de séparer Ntarugera du royaume si les guerriers ne sont pas fournis (9/10/14).

Cette attitude du Résident va encore aviver le conflit. En même temps, les préoccupations militaires passant au premier plan, le personnel de Kitega est diminué, la surveillance de la politique indigène devient moins efficace. Des troubles commencent à la frontière Ntarugera-Mbanzabugabo ; et l'entourage du Roi y voit un moyen de perdre l'ancien régent. Dans ce but, on ira jusqu'à pactiser avec les gens de Mbanzabugabo, l'ennemi juré des rois. Trois chefs apparentés au rebelle, Fyiroko, Bikino et Mbongo sont reçus par Mutaga, qui les pousse à faire la guerre à Ntarugera. C'est le premier rapprochement, depuis trois générations, entre les Batares du Nord-Est et la famille royale : il prouve que malgré tout il reste entre eux des liens réels, que des circonstances favorables auraient pu raffermir.

Les tentatives de la reine-mère de provoquer des guerres de frontières chez Ntarugera arrivèrent à la connaissance de la Résidence ; et en juin 1915 le résident f.f. WOLF remit à Ntarugera un écrit qui reconnaissait son indépendance, motivée par les efforts de Mutaga et de sa mère pour provoquer des troubles chez lui.

Ntarugera, que nous avons interrogé à ce sujet, prétend n'avoir jamais demandé l'indépendance, mais simplement la garantie de son fief ; il ignore d'ailleurs le contenu du billet qui lui a été remis. L'indépendance serait à ses yeux l'exclusion de la vie publique du pays ; elle serait le plus grand des malheurs ; et si elle venait à être connue de ses Bahutu, c'en serait fait à tout jamais de son autorité : dans un conflit ouvert entre le Roi et lui, la masse du peuple tiendrait pour le Roi. Une révolte directe serait sa perte.

Le résident LANGENN, d'ailleurs, n'attacha aucune valeur à cette déclaration de séparation, quand quelques mois plus tard, à la mort du Roi, il rappela Ntarugera à une nouvelle régence.

Les querelles entre grands et l'attitude équivoque de la Résidence, qui éconduisait l'un et menaçait les autres, jetèrent un trouble profond dans la vie du pays. A force de diviser pour régner, l'administration n'avait plus la confiance de personne. De plus, les Belges étaient aux portes, et de fortes réquisitions militaires contribuaient à mécontenter la population. Enfin, des morts successives dans la famille royale achevèrent d'exaspérer les esprits.

Le 22/11/1915, quelques jours après la mort du résident SCHIMMER, tué à Luvungi, son remplaçant le lieutenant WENTZEL écrit : « Si nous devions subir un » échec à la frontière, si, surtout, les Belges réussis-

» saient à prendre pied en territoire allemand, nous
» pourrions avoir de sérieuses difficultés. D'après des
» communications que m'a faites le missionnaire al-
» lemand X..., de N..., les esprits sont assez surexcités
» chez Mutaga, depuis quelque temps... La Résidence
» est d'avis que ces manifestations ne doivent pas être
» prises au sérieux, même si les renseignements sont
» exacts »... (ce dont le missionnaire pouvait douter
n'ayant été informé que par des on-dit). « Les Barundi
» ne songeront pas à se révolter tant qu'ils ne trouve-
» ront pas d'appui chez les Belges. Mais que cet appui
» vienne à leur être donné, et notre position dans l'Urun-
» di pourrait devenir difficile ».

Le plus jeune frère de Mutaga, Ganguzi, était mort à la fin de 1913. On affecta, dans sa famille, de croire que cette mort avait été provoquée par sorcellerie ; peut-être certains le croyaient-ils vraiment. Il est probable que le jeune homme succomba à une affection de poitrine : il était de constitution faible et fils de vieillard. En octobre 1915, au retour d'un voyage à Kitega, le Roi, son frère cadet Bângura, et ses aînés Karabona et Nduwumwe tombent malades. Bângura meurt au bout de quelques jours. Des prises de sang révèlent chez les autres malades de nombreuses traces de malaria. On leur envoie aussitôt de la quinine ; mais Mutaga refuse d'en prendre. Le 30 novembre, après un mieux passager, le Roi meurt à son tour.

Ce décès inopiné ouvre, en pleine guerre, la question de la succession au trône et celle de la Régence. Le major LANGENN, qui a succédé à SCHIMMER, quitte aussitôt Usumbura pour se rendre à la résidence royale : sept ans auparavant, à la mort de Mwezi, aucun déplacement analogue n'avait eu lieu, et le Gouvernement n'avait pris aucun intérêt à l'élection de son successeur. Le Résident se rend compte de la gravité capitale de

l'événement : dans une lettre du 2/12/15, il exprime la crainte que si le peuple faisait un rapprochement entre le voyage récent du Roi à Kitega et sa mort inopinée, une révolte pourrait éclater. A cette date on reconnaît bien que le centre du pays se trouvait chez le roi défunt.

Mais personne ne songe à attribuer ce décès à la malaria. On accuse des chefs du Nord, Sebiriti et Sebiganiro, d'avoir ensorcelé le Souverain. Quelques mois plus tard, au moment de l'invasion belge, les soupçons se sont reportés sur la famille des Abavubikiro dont il a été fait un véritable massacre.

Une autre version est admise par beaucoup ; Ntarugera notamment la prétend exacte, mais le peuple en ignore tout : Mutaga et Bângura se seraient querellés à propos d'une des femmes du Roi avec laquelle Bângura aurait été surpris. Dans la rixe qui s'ensuivit, Bângura aurait été mortellement frappé, mais non sans avoir porté à son frère un coup de lance dans le bas-ventre : Mutaga mourut quelques semaines plus tard ayant, paraît-il, refusé formellement des soins qui eussent pu le guérir. L'authenticité de cette version n'est pas certaine ; elle semble cependant devoir être admise, car elle s'appuie sur des témoignages concordants.

Le successeur de Mutaga, son fils Bangirichenge, fut proclamé le 16/12/1915, en présence du Résident, du Supérieur de la Mission de Mugera et d'une énorme affluence de peuple.

Comme à l'élection de Mutaga, les chefs Kilima (qui n'est pas reconnu comme prince par les Barundi) et Mbanzabugabo n'y participèrent pas. Si Kilima devait s'abstenir parce qu'étranger, l'absence de Mbanzabugabo creuse plus profondément encore les divisions entre le Roi et lui.

Mais tous les autres chefs étaient là, tous ceux que depuis six ans on cherche à dresser comme contrepoids

en face de l'autorité royale. Les efforts commencés, alors qu'on ignorait presque tout des conditions du pays, se heurtent à la force d'une tradition séculaire et d'un attachement religieux au principe de la royauté. Ceux dont l'indépendance avait été reconnue auraient pu s'abstenir ; la Résidence ne leur en aurait pas fait reproche ; mais leurs sujets eux-mêmes n'auraient jamais pardonné.

Oubliant la déclaration intempestive d'indépendance remise à Ntarugera quelques mois auparavant, c'est à lui, en même temps qu'à la mère de Mutaga et à son frère Nduwumwe que LANGENN s'adresse pour assumer la responsabilité de la Régence.

Ce triple choix répondait aux faits. La mère de Mutaga avait gouverné sous le règne de son fils, et Ntarugera et Nduwumwe, s'ils étaient rivaux et ennemis, n'en étaient pas moins, aux yeux de tous, les représentants autorisés et égaux de Mwezi, le dernier des grands rois. Tous deux avaient reçu — seuls parmi tous les fils du Roi — l'initiation du tambour, que les rois se transmettent de père en fils, et qui avait dû passer par leur intermédiaire à Mutaga encore trop jeune. Le Roi avait choisi deux de ses fils, pour que la mort inopinée du dépositaire ne puisse pas venir rompre la chaîne des initiations successives.

Cette investiture, d'un caractère à la fois politique et religieux, les désignait conjointement pour la Régence, et le choix de LANGENN ne peut qu'être approuvé.

Par cette désignation, il rompait enfin franchement avec les tendances séparatistes des dernières années. Allant au-delà des désirs de VON RECHENBERG, les Résidents avaient « sinon favorisé, du moins toléré les » tentatives d'indépendance partout ailleurs que dans » la chefferie propre du Roi, entre Ruvubu et Luvironza ». Ntarugera, méconnu, aurait fini par se séparer du

royaume. En confiant la responsabilité de la régence à la fois aux représentants des grands partis rivaux, on conservait d'une part tous les partisans de Ntarugera dans l'obéissance ; et d'autre part, ni lui ni la reine-mère n'aurait pu s'agrandir exagérément aux dépens des petits : chacun ferait opposition aux appétits de l'autre.

Ainsi, le royaume se trouvait de nouveau réuni, et à peu près équilibré, avec son étendue du temps de Mwezi. Mbanzabugabo et Kilima, alors rebelles, sont aujourd'hui étrangers ; mais l'étendue de fait est demeurée la même. Une fois de plus — mais avec plus de raison cette fois — de beaux espoirs semblent permis. Un petit roi est reconnu sans conteste par plus d'un million d'hommes : si on peut lui conserver intact le dépôt de son royaume jusqu'à ce qu'il soit homme, et, d'ici-là, former sa jeunesse et le préparer à sa mission, de beaux jours seront encore réservés à l'Urundi. LANGENN termine son rapport sur le couronnement par ces mots : « La Résidence devra veiller, aussitôt que le » retour de la paix aura ramené des conditions de vie » normales, à exercer une influence prépondérante sur » l'éducation de l'enfant royal ».

Cependant Ntarugera avait tant perdu de son influence pendant les dernières années, la personnalité de la reine-mère était devenue si prépondérante, que l'action du corégent fut, en somme, minime. Il n'osait plus aller à la résidence royale, de peur d'être empoisonné. Il n'osait pas envoyer un de ses fils pour surveiller ce qui s'y passait, craignant qu'il ne lui arrivât malheur. Comme la reine-mère exerçait une action paralysante sur nos efforts (elle se souvenait des beaux jours de son mari, le feu roi Mwezi, et opposait une résistance passive à l'Européen), l'occupation belge eut le souci de rendre confiance à Ntarugera, de l'associer davantage

aux affaires du royaume pour le lier à son sort et lui faire oublier toute idée de séparation. Après la mort de la reine-mère, survenue en juillet 1917, ces efforts semblent avoir réussi. La reine-mère fut remplacée, pour sa part dans la régence, par l'aîné de ses fils, Karabona, homme calme, moins ambitieux que Ntarugera et Nduwumwe, et capable de s'entendre avec tous deux et de les rapprocher pour le plus grand bien du pays.

IV. Conclusions.

Si l'histoire de l'Urundi depuis la domination allemande est, suivant l'expression du gouverneur SCHNEE, « en pénible contraste avec celle du Ruanda », il faut sans doute en chercher la cause première dans l'expédition maladroite entreprise en 1902 par von BERINGE, sans nécessité réelle, par pure gloriole militaire, et au mépris des instructions les plus formelles du Gouverneur ; et surtout dans la faute irréparable qu'il a commise, une fois la campagne décidée, de se lier par des obligations vis-à-vis de révoltés, en acceptant leur aide. Mwezi battu par les Allemands seuls, son prestige vis-à-vis des autres chefs n'en aurait pas souffert, et son autorité, une fois sa soumission faite, aurait pu se rétablir. Mais ceux qui avaient participé à la victoire contre lui ne pouvaient plus être ramenés sous son obéissance.

La politique de VON GÖTZEN fut ainsi compromise, et n'aurait pu réussir que par une longue patience et une savante diplomatie. VON GRAWERT commit la faute de perdre son calme et d'aigrir les révoltés par des guerres que la nature même de leur pays ne permettait pas de mener jusqu'à une victoire absolument décisive.

VON RECHENBERG, voyant que la politique de VON GÖTZEN n'avait amené que des guerres, changea de méthode et voulut conserver le *statu quo*. Les résidents éphémères qui se succédèrent dans l'Urundi, au lieu de chercher à faire, peu à peu, accepter par le Roi le fait accompli — la chose était faisable — l'humilièrent profondément en lui refusant tout secours, en ramenant son ennemi Kilima que l'alliance du Roi avec les Alle-

mands avait fini par vaincre, en donnant même à l'ancien révolté des troupes pour résister au Roi. Ils firent, il faut le reconnaître (à une exception près, le résident LANGENN) *tout* pour s'attirer son hostilité. Ce n'est pas cela que le Gouverneur avait voulu, et il serait injuste de juger sa politique par les résultats qu'a obtenus la politique incohérente des résidents.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître qu'à la mort de Mwezi, en 1908, la situation n'était certainement pas plus mauvaise qu'à la mort de Mutaga, sept ans plus tard. En 1908, dit SCHNEE dans le rapport cité, *tous* les chefs n'étaient pas soumis, et le changement de politique de VON RECHENBERG ramena la paix. Mais il est de fait que *beaucoup* de chefs avaient été réduits, et que la paix de VON RECHENBERG fut la paix dans la stagnation. Par une crainte illusoire des craintifs Barundi, on chercha à les dresser, menaçants, l'un contre l'autre pour les faire s'entretuer en cas de besoin ; et sept ans plus tard on a lieu de craindre une révolte qui pourrait mettre le Gouvernement « dans une situation difficile » !

Ainsi, à la veille de la guerre, l'occupation européenne était en faillite avouée, parce qu'elle avait travaillé à désagréger un royaume dont on méconnaissait ou ignorait la base solide dans les traditions, les mœurs et la religion du peuple ; parce que, en tolérant les révoltes couronnées de succès, on a encouragé les intrigues au lieu de les supprimer en en faisant connaître d'avance l'inanité ; parce que chaque atteinte au prestige du Roi rendait le blanc plus odieux à la masse du peuple, attaché avant tout à la tradition de sa royauté divine.

• Puisse cette expérience nous servir de leçon !

8 février 1953.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| AVANT-PROPOS | 3 |
| CHAPITRE I : Sous l'administration de von Goetzen | 5 |
| CHAPITRE II : Sous l'administration de von Rechenberg | 16 |
| CHAPITRE III : Le revirement des dernières années sous l'administration de Schnee | 33 |
| CHAPITRE IV : Conclusions | 45 |
| TABLES DES MATIÈRES | 47 |